

Bonjour à toutes et tous

2025 raisons d'espérer, c'est tout ce que nous souhaitons pour cette nouvelle année car dans l'instabilité actuelle, à nous d'être les veilleurs de cap, les bâtisseurs d'avenir.

Comment ? notamment en rappelant la place du dialogue social et le rôle des organisations syndicales au sein même de nos collectivités.

Nous nous étions quitté fin 2024, lors du Comité Social Territorial, dans ce que nous avons qualifié de brouillard tant au niveau national que local. Pour 2025, nous espérons que des attitudes, que nous pourrions qualifier d'antisyndicales, n'aient plus lieu dans nos collectivités. En effet, nous ne pouvons accepter :

- Qu'un directeur prenne à parti un délégué syndical de façon violente sur son rôle de lanceur d'alerte autour d'une question de revoyure des droits au télétravail. Régulièrement, au sein de cette instance, mais également comme mardi lors des vœux de Mme la Maire Présidente aux agent·es, la qualité du dialogue social est mise en avant. Comment alors accepter une telle dérive autoritariste ? Des formations, à l'attention des directeurs et directrices en poste sur le rôle des organisations syndicales, pourraient être utiles et proposées.
- Nous ne pouvons accepter qu'un Directeur Général Adjoint refuse de dialoguer avec notre organisation syndicale, malgré 4 demandes de rendez-vous, sur une question de gouvernance et d'une absence manifeste de déontologie managériale. Nous espérons que des oreilles ici présentes lui proposeront de changer de posture à notre égard.

Notre tâche est de construire ensemble un dialogue social qualitatif. Il ne peut pas être reproché aux agents de consulter les organisations syndicales. La CGT et l'UGICT-CGT continueront à porter avec détermination les revendications des agent·es et personnels de nos collectivités. Nous rappelons que le syndicat est la garantie pour chaque agent et personnel de trouver un accompagnement de proximité, que ce soit pour intervenir auprès de son encadrement, d'un responsable de service ou de sa direction.

En 2025, engageons-nous dans un dialogue social dynamique et constructif. En favorisant les échanges directs et indirects et en renforçant l'écoute mutuelle entre tous les acteurs de nos collectivités, nous découvrirons ensemble les leviers pour préparer l'avenir avec confiance et sérénité.

Il y a déjà quelques prémices positives :

Nous nous félicitons d'avoir amorcé la réflexion sur la pause méridienne pour les agent·es du restaurant social Leperdit et que nos propositions aient été relayées favorablement. Les agents peuvent désormais profiter de repas sur place ou de titres restaurant. Une belle avancée pour le bien-être de tous et toutes !

Autre point positif concernant cette instance : aujourd'hui, nous disposons de documents harmonisés concernant la présentation des organigrammes, intégrant les éléments relatifs aux grades et à la classification des postes."

Nous faisons aussi le souhait que le nouveau ministre de la Fonction publique, Laurent Marcangeli, reviendra sur les annonces de son prédécesseur :

l'allongement du délai de carence de 1 à 3 jours et la réduction de l'indemnisation des agents de 10 % pendant les congés maladie. Il a également été question de la suspension de la prime GIPA, destinée à soutenir le pouvoir d'achat.

Pour la CGT, ce complément de rémunération, créé en 2008 pour les agents ayant subi une perte de pouvoir d'achat, n'est qu'une mesure temporaire. La véritable solution pour faire face à l'inflation et permettre aux agents de vivre dignement de leur travail est de mettre fin à ce système aléatoire en revalorisant le point d'indice à 6 € et en l'indexant sur l'inflation.

Nous souhaitons que ce nouveau gouvernement reconnaisse enfin l'importance du rôle des agents pour garantir la qualité et la continuité du service public.

Ensemble, bâtissons l'avenir en luttant pour des conditions de travail justes et respectueuses. Très belle année 2025 à toutes et à tous.